



DÉCLARATION POUR UNE CITÉ SANS FRONTIÈRES

Pour des milliers de migrant-e-s sans papiers vivant au Canada, des villes comme Montréal, Toronto et Vancouver sont de véritables ateliers de misère. Les migrant-e-s et les réfugié-e-s occupent les emplois les plus précaires et les plus dangereux.

L'économie canadienne ne peut survivre sans cette main-d'œuvre aisément exploitable et hyper-vulnérable en raison du statut permanent dont ces personnes sont privées et en raison de la menace de déportation qui pèsent sur elles.

Pour que le capital profite de leur travail, les migrant-e-s sans papiers sont maintenu-e-s de force dans un état d'extrême vulnérabilité et privé-e-s de l'accès aux services essentiels et aux droits socio-économiques fondamentaux. Ce véritable système d'apartheid se maintient en place à coups de lois et de

réglementations, mais aussi à force de crainte d'être découvert-e-s et déporté-e-s.

Tout le monde devrait avoir accès aux soins de santé, à l'éducation, au logement social, aux banques alimentaires, à l'aide financière aux chômeurs et chômeuses et à toute forme de protection sociale, peu importe son statut migratoire. Les normes du travail et les droits humains devraient être accessibles à toutes et tous sans exception.

Alors que les capitaux et les grandes entreprises franchissent les frontières plus facilement que jamais, ces mêmes frontières deviennent de plus en plus meurtrières pour des milliards d'êtres humains à travers le monde. « Cité sans frontières » est le nom de notre résistance à cette réalité et le nom du projet visant à faire de nos milieux de vie non plus des lieux de discrimination et d'exploitation à caractère raciste mais des espaces d'entraide, de soutien et de solidarité.

Afin de rendre concrète cette résistance, nous demandons aux organisations et aux centres communautaires, aux syndicats et aux organismes de défense de droits, aux écoles et aux institutions d'enseignement, aux centres de services sociaux et de soins de santé, aux banques alimentaires, aux centres d'hébergement et autres refuges, aux coopératives d'habitation et aux organismes de logement social, enfin à toute organisation et à toute personne de s'engager à fournir des services à toutes et tous, sans égard au statut d'immigration. En signant la présente déclaration, nous faisons un premier geste visant à manifester symboliquement et publiquement cet engagement.

De plus, en endossant cette déclaration collective, nous appuyons publiquement la campagne Un statut pour tous et toutes qui revendique la fin des déportations et des détentions des migrant-e-s, ainsi qu'un programme continu et complet de régularisation pour tous les sans-papiers vivant au Canada.

- Les organismes fournissant des services s'engagent à ne jamais demander d'information à propos du statut d'immigration ;
- à traiter de façon strictement confidentielle les informations concernant les statuts d'immigration qu'ils posséderaient déjà et à ne les partager d'aucune manière avec les autorités et les agences gouvernementales ;
- à ne pas exiger de frais sur la base du statut d'immigration ;
- à mettre en œuvre une politique de non-coopération avec l'Agence des services frontaliers, notamment en refusant leur présence dans leurs lieux ;

- à s'assurer que toute personne travaillant chez eux et dans leur communauté ait accès aux normes de travail et aux autres droits humains, peu importe son statut migratoire.

À la peur, à l'isolement, à la division et à la précarité, nous répondons par l'entraide, le soutien, la solidarité et l'action directe.

SOLIDARITÉ SANS FRONTIÈRES

www.solidaritesansfrontieres.org

438-933-7654 – solidaritesansfrontieres@gmail.com

[Nous invitons les organisations et les groupes à discuter cette déclaration collective et à la signer. Si votre organisation veut signer cette déclaration, écrivez-nous. Si vous souhaitez vous impliquer plus directement dans la campagne Cité sans frontières, contactez-nous !]